

«Bien sûr que le FDF veut la paix communautaire»

INTERVIEW
ANAÏS SORÉE

Dix ans après, le come-back. À presque 62 ans, Didier Gosuin (FDF) va très probablement redevenir ministre bruxellois. Le bourgmestre d'Auderghem a été plébiscité par les électeurs. Il est le champion des voix à Bruxelles avec 22.906 voix de préférence. Pourtant, malgré la victoire, le rêve de faire revenir son parti au pouvoir a failli s'effondrer. Il livre son analyse des événements.

Quelle va être la touche des FDF dans ce gouvernement?

Il faut bien se dire que dans les années à venir, cela ne va pas être le nirvana budgétaire. La sixième réforme de l'État va impliquer des sacrifices budgétaires. Il faudra faire des choix pour assurer les nouvelles compétences qui nous ont été données mais aussi pour décliner un certain nombre de priorités. Ces priorités sont énoncées à peu près de la même manière par tous les partis autour de la table. C'est le problème du chômage et de la sous-qualification, le problème de la crise sociale du logement et de la mobilité. Ces trois défis-là, c'est déjà costaud!

Êtes-vous aussi d'accord sur la manière dont vous allez tenter d'y répondre?

Il y a des discussions, bien sûr. Mais pour moi, peu importe la manière, si on est sûr d'atteindre l'objectif. Quand on met une politique en place, il faut voir quelles sont les garanties pour qu'on atteigne l'objectif. Et il faut aussi mettre en place des moyens pour vérifier qu'on les atteint. Il faut sortir d'une vision dogmatique des choses. Le politique a le droit à l'erreur. On peut très bien mettre en place une politique et se tromper. Il ne faut pas avoir peur de l'avouer au citoyen. On demande au marché du travail d'être plus flexible. Le politique doit l'être aussi.

Vous comptez assurer ce rôle de superviseur au sein du gouvernement?

Je ne serai pas superviseur qu'un autre mais je veillerai à ne pas figer les choses. Ce serait déjà super si on pouvait avoir une convergence dans l'analyse – je pense qu'on l'aura –, une convergence dans les objectifs à atteindre, peut-être une convergence dans les moyens. Mais par rapport à ces derniers, il faudra des instruments d'évaluation.

Vous dites que le politique doit pouvoir faire marche arrière. Mais on constate qu'avant même que le gouvernement soit formé, les partis qui sont aujourd'hui autour de la table et qui faisaient partie de l'ancienne majorité, ont voulu entériner

des projets sur lesquels il y avait eu un accord lors de la législature précédente. Cela concerne le Plan Canal, Néo, la zone Josaphat et le stade national. Dès le départ, on vous a demandé de les accepter.

Nous n'avons jamais dit que nous étions contre ces projets. Pour le stade, la seule chose que nous avons dite, c'est qu'il fallait être sûr que ça ne coûte pas un franc d'argent public. Et cela est repris tel quel dans la déclaration.

Vous aviez aussi dit qu'il fallait étudier l'option de garder le stade Roi Baudoin.

En effet. Cette option n'a pas été retenue. C'est de la responsabilité de l'ancien gouvernement. Point. Maintenant, on va voir si les offres vont tenir le coup. Mais dans la déclaration commune, il y a une condition qui a été clairement énoncée. Le FDF ne dit pas autre chose que ce qu'il disait hier.

Vous n'avez pas dû faire des concessions?

Non. Cette déclaration n'est pas une déclaration de concession mais de convergence. Par ailleurs, on nous dit qu'on doit favoriser la paix communautaire. Bien sûr que le FDF veut la paix communautaire. Nous avons toujours dit que les tensions n'existaient pas à Bruxelles. Elles n'ont jamais existé. Elles viennent de l'extérieur mais elles ne sont jamais venues de l'intrabruellois.

Il y a quand même eu un sacré coup de froid la semaine dernière lorsque les partis flamands ont dit qu'ils étaient réticents à gouverner avec vous. Comment les avez-vous rassurés?

Je pense que les difficultés qui sont nées sont une fois encore externes à la Région bruxelloise. Ces difficultés se sont naturellement estompées.

Quels sont vos rapports avec vos partenaires néerlandophones?

Je m'entends bien avec eux. J'ai toujours bien travaillé avec eux. Évidemment qu'on a des divergences de vue. Mais ce n'est pas insurmontable. Je dis toujours que si Bruxelles était une île, il n'y aurait pas de problème communautaire.

Avez-vous eu le sentiment d'être le Grand méchant loup?

Non. J'avais tout de suite décodé que ce n'était pas une initiative intrabruelloise. Il fallait laisser un peu de temps au temps.

Le temps que les représentants néerlandophones bruxellois parviennent à convaincre leurs états-majors?

Par exemple.

Avez-vous aussi tenté de convaincre les

états-majors de l'Open Vld et du CD&V?

Nous n'avons pas à convaincre. Nous avons pour nous le travail que nous faisons depuis des dizaines d'années dans nos communes et à la Région. J'ai relevé avec satisfaction combien la représentante du CD&V disait tout le bien qu'elle pensait des majorités gérées par des bourgmestres FDF.

Justement, Brigitte Grouwels, pour expliquer son blocage, a affirmé: «Je sais lire un programme. Et dans celui du FDF, il est quand même écrit qu'ils veulent diminuer la représentation flamande à Bruxelles». Que faites-vous aujourd'hui de cette revendication?

Il ne s'agit pas de diminuer la représentation. Le FDF se bat pour qu'il y ait toujours une représentation garantie au sein du gouvernement bruxellois. Pour le surplus, nous avons toujours dit que toucher au principe un

homme, une voix, était dangereux. Cela figure dans le programme depuis toujours, comme la lutte des classes figure dans le programme du Parti socialiste. Au CD&V, on évoque le confédéralisme. Cela m'inquiète sur le plan fédéral mais pas au niveau bruxellois. Car nous n'avons pas l'autonomie constitutive. Nous savons que nous ne pouvons pas avancer là-dessus à Bruxelles.

Vous ne tenterez donc pas de revenir sur la sixième réforme de l'État?

Nous l'avons combattue et avons dit qu'elle n'allait pas dans le bon sens, elle va mener à une scission de la sécurité sociale et du pays. Et elle va coûter cher aux Régions. Mais ce n'est pas parce que nous avons dit ça que nous devons après mener des combats qui sont perdus d'avance? Cela a été voté par les deux tiers et je sais très bien qu'il faut aussi les deux tiers pour faire marche arrière. Ce n'est pas au niveau bruxellois qu'on va changer la constitution.

Quelles sont vos ambitions personnelles aujourd'hui?

Je n'en ai pas. J'ai été avec d'autres un des pères fondateurs du premier gouvernement. J'y ai pris beaucoup de plaisir. Et je pense avoir encore aujourd'hui la reconnaissance des électeurs. Désormais, on va vers une nouvelle Région avec de nouveaux moyens, de

nouvelles compétences, de nouveaux défis. J'ai envie d'apporter mon grain de sel mais je le fais sans ego. Je n'ai pas la prétention de dire que je suis indispensable.

Quelles compétences lorgnez-vous?

J'ai des secteurs de prédilection et je pense qu'ils sont connus. J'ai été choqué en 2004 lorsque nous avons été évincés du gouvernement. C'était dû à une erreur grave du

parti libéral qui a changé quatre fois de ministre-président.

Vous prenez votre revanche aujourd'hui en vous associant avec le PS?

Je ne suis pas dans la rancœur. Et je ne suis pas d'accord avec tout le projet du PS. Mais il me paraît cohérent. A contrario du MR, qui, durant cette campagne, avait des lignes très différentes. Les thèses de Reynders n'étaient pas celles de De Wolf.

Le MR vous a-t-il contacté?

Non. Durant la campagne, ils ont tenu un double discours. Ils trouvaient qu'on avait un ADN proche mais en même temps ils défendaient la tripartite, ce qui excluait le FDF. En réalité, leur message post-électoral envers nous mais aussi envers le PS et le cdH était à l'image de leur programme: contradictoire.

Qui ferait d'après vous le meilleur ministre-président?

Peu importe les personnes. L'essentiel, c'est d'avoir un projet. Concentrons-nous là-dessus. Car je ne vais pas sacrifier 5 ans de

ma vie pour avoir le plaisir de dire: «Je suis ministre». Je l'ai été. Je sais ce que c'est.

Moi j'y vais l'esprit tout à fait relax mais avec une volonté d'aboutir à quelque chose. Et il me semble avoir ressenti la même chose du côté de Rudi Vervoort, Laurette Onkelinx, Joëlle Milquet, Pascal Smet, etc.

Le FDF pourrait-il obtenir un deuxième poste au sein du gouvernement?

Nous verrons.

Le FDF aura-t-il aussi un rôle au sein du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles?

Nous l'aimerions. Cela me paraît préférable d'avoir une cohérence entre la Région et la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Maintenant que le FDF est au pouvoir, vous voulez toujours vous retirer après ce mandat?

Dans cinq ans, j'aurai cinq ans de plus. Je ne serai plus en pole position. Je serai à la disposition de mon parti mais mon travail sera de faire monter une nouvelle génération de jeunes. Il sera aussi de montrer

notre différence. Sur le plan communautaire, nous n'avons plus rien à prouver. Tout le monde sait ce qu'on veut. Sur le plan socio-économique, nous devons affirmer ce que nous sommes, c'est-à-dire le libéralisme social, c'est-à-dire le libéralisme du MR, l'égoïsme en moins. Je pense que ce discours parle à la jeune génération. Cela a été l'une des clés de notre réussite lors de cette campagne.

EXPRESS

«Revenir sur la sixième réforme de l'État est au niveau bruxellois un combat perdu d'avance.»

«Le message post-électoral du MR envers nous mais aussi envers le PS et le cdH était à l'image de leur programme: contradictoire.»

«Nous nous sommes affirmés sur le plan socio-économique durant cette campagne. Cela a été l'une des clés de notre réussite. Sur le plan communautaire, tout le monde sait ce qu'on veut.»